



19 janv. 2009

LES FRAIS DE LA CRISE AUX SALARIÉS? NON!

LA CONVERGENCE DES LUTTES FERA PLIER LE GOUVERNEMENT!

Le 29 janvier prochain, les huit confédérations syndicales de salariés appellent ensemble à une journée nationale interprofessionnelle de grèves et de manifestations pour l'emploi, le pouvoir d'achat, la Sécurité sociale, la relance économique...

Cet appel constitue un événement en lui-même. Il découle du développement de luttes, fortes, dans de nombreux secteurs : de l'éducation nationale à l'automobile, en passant par l'audiovisuel, l'hôpital, la Poste ou la justice. Il répond à l'aspiration à l'unité d'action pour faire reculer le gouvernement et gagner une rupture immédiate avec la politique au service du Medef.

Rendez-vous capital, le 29 janvier s'annonce comme un commencement.

POUR 2009, LE MEDEF ET LE GOUVERNEMENT PROMETTENT SANG ET LARMES AU PEUPLE MAIS DORLOTENT BANQUIERS ET ACTIONNAIRES

94 milliards d'euros de profits pour le CAC 40 en 2008:

Total: 15 milliards
Arcelor-Mittal: 11,3 milliards
Sanofi-Aventis
(médicaments): 7,1 milliards
GDF-Suez: 5,8 milliards
EDF: 4,7 milliards (exigeons une baisse des tarifs!)
BNP-Paribas: 4,1 milliards
Vivendi: 2,8 milliards
Renault: 1,8 milliard
...

40 milliards de dividendes pour les actionnaires!
Des dizaines de milliers de suppressions d'emplois, d'heures de chômage technique pour les salariés!

L'institution emblématique du capitalisme, la bourse détourne et détruit des milliards d'euros de valeurs produites par le travail: en 2007, les firmes du CAC40 ont ainsi englouti 19 milliards d'euros pour racheter de leurs propres actions au lieu d'investir dans la recherche, l'emploi ou les salaires).

La crise a bon dos. Le gouvernement s'en sert de prétexte pour faire passer la poursuite des politiques antisociales et anti-économiques qui en sont précisément à l'origine.

Ils disent « relance » ? Le gouvernement trouve soudain des centaines de milliards d'euros mais pour renflouer les banques coupables de spéculations, sans aucune contrepartie, en faisant peser leurs dettes sur le pays. Il pousse la seule grande « banque » qui a échappé à la catastrophe, la Poste, vers la privatisation.

Pour les dépenses utiles, celles qui alimentent une croissance saine et durable répondant aux besoins, la santé, l'éducation... les salaires et les retraites, la consommation populaire, c'est plus que jamais le régime des restrictions.

De nouveaux cadeaux sont accordés au grand patronat au moment même où il utilise la crise pour accélérer ses restructurations. Les profits des entreprises du CAC 40 sont toujours au plus haut: 94 milliards d'euros en 2008. Mais Renault choisit d'en redistribuer 850 millions en dividendes aux actionnaires et de supprimer 4000 emplois directs en France plutôt que de d'investir pour améliorer sa réponse aux besoins...). Arcelor-Mittal vient d'enregistrer un profit record de 11,3 milliards mais prépare la suppression de 9000 emplois et la fermeture de plusieurs sites !

Le gouvernement poursuit le démantèlement systématique des services publics (dont ceux de l'Etat lui-même) pour les livrer aux multinationales et casser un modèle républicain d'égalité.

La coupe est pleine. L'exaspération monte. Il est urgent d'arrêter la remise en cause des fondements mêmes de notre système social.

LES SALARIÉS N'ONT PAS À PAYER LEUR CRISE, LA CRISE DU CAPITALISME !

De plus en plus de salariés, du privé comme du public, de retraités, de privés d'emploi, de jeunes sont déterminés à **ne pas payer la « crise » une deuxième fois**. Ils ont déjà fait les frais de 20 ans de politiques de pressions sur les salaires, de suppression l'emploi et les conditions de travail, de démantèlement des dépenses sociales et des services publics. La « financiarisation » de l'économie aura été le moyen d'extorquer encore davantage le fruit de leur travail.

La caractéristique de presque toutes les luttes qui se développent depuis des mois est qu'elles portent l'intérêt général du pays: la défense de l'industrie, du droit du travail, de la protection sociale, des services publics...

En cela, la cohérence des luttes se heurtent frontalement à la cohérence de la politique du pouvoir. L'ancien n°2 du Medef, Kessler, l'avait résumée: la « refondation du capitalisme », c'est défaire méthodiquement tous les acquis depuis 1945 (le programme du Conseil national de la Résistance). Avec la crise, le capitalisme se montre dans toute sa réalité : l'enrichissement sans limite de quelques uns ne peut se faire qu'au détriment de la masse des travailleurs et du développement du pays. Il n'y aura pas d'alternative sans ruptures avec sa logique.

La crise fait aussi voler en éclats l'illusion d'un accommodement du capitalisme, .../...

de sa « réforme ». Sarkozy l'a bien compris et s'efforce de voler au secours du système. Ses tirades sur la « régulation », la « moralisation » du capitalisme ne servent qu'à masquer la réalité de sa politique.

Pour cette raison aussi, le PS est incapable de représenter une véritable alternative. Après sa gestion loyale des affaires du capital, il est un soutien indéfectible du Traité de Lisbonne, matrice des politiques antisociales menées dans chaque pays de l'UE. Il vient d'approuver le plan de renflouement des banques.

L'ALTERNATIVE POLITIQUE SE GAGNE ICI ET MAINTENANT

Certains voudraient inviter le monde du travail à attendre sagement une alternance aux élections de 2012 et d'hypothétiques changements. Les salariés ont déjà fait l'expérience de ce jeu politicien sur fond de consensus politique. Ils ne peuvent pas se contenter de postures d'opposant à l'Assemblée, de rendez-vous électoraux.

Certains voudraient court-circuiter les luttes en France et font miroiter le mirage d'une « Europe sociale ». Au contraire, la résistance, les luttes, les victoires dans chaque pays permettent à tous les peuples de s'opposer plus efficacement à la mondialisation capitaliste dont l'UE est l'instrument.

AUJOURD'HUI, OBJECTIVEMENT, LA PERSPECTIVE POLITIQUE IMMÉDIATE PASSE PAR LE MOUVEMENT POPULAIRE, PAR DES VICTOIRES CONCRÈTES CONTRE LA POLITIQUE DU POUVOIR.

Depuis des mois, des mobilisations très fortes se succèdent, souvent majoritaires dans leur secteur (école, hôpitaux, poste, transports, impôts, industrie...). Elles bénéficient d'un large soutien parmi les usagers, dans les bassins d'emplois... Leur convergence peut commencer à faire plier le gouvernement, à mettre en échec ses projets, un par un. Le pouvoir l'a bien senti en faisant reculer Darcos sur la contre-réforme du lycée : cela vérifie que l'on peut rapidement ouvrir des brèches.

Communistes, salariés, jeunes, retraités, militants dans les entreprises et les quartiers,

- Nous appelons à soutenir massivement les grèves et manifestations du 29 et à y participer.
- Nous mettons notre action et nos propositions au service des convergences et des rassemblements nécessaires pour faire reculer le gouvernement et mettre en échec ses contre-réformes.
- Nous mettons en avant des proposition pour sortir de la crise en commençant à rompre avec la logique capitaliste.

Dès le 30 janvier, nous appellerons à des rencontres, dans les entreprises, les bassins d'emplois, les localités pour construire ensemble l'alternative politique immédiate. Nous appelons au rassemblement pour notamment :

Mettre en échec les projets du gouvernement et gagner l'annulation des 13500 suppressions de poste dans l'éducation nationale en 2009, le retrait de la Loi Bachelot contre l'hôpital public, de la loi Boutin contre le logement social, l'arrêt de la RGPP et le retrait du projet de loi sur la « mobilité » (Révision générale des politiques publiques qui désorganise les services de l'Etat et remet en cause le statut de la fonction publique), l'abandon définitif du projet de changement de statut et de privatisation de La Poste...

Ce sont des préalables à toute véritable réforme, allant dans le bon sens.

Orienter l'argent vers les moteurs de la croissance, la consommation populaire et l'investissement :

15 milliards d'euros par an de « paquet fiscal » pour les plus riches, 21 milliards, déjà, pour les banques peu regardantes, 33 milliards par an d'exonérations de cotisations sociales patronales aux dépens de la Sécu (condamnées même par la Cour des comptes),

94 milliards d'euros de profits en 2008 pour les entreprises du CAC40, 320 milliards de garantie d'emprunt garantie au profit des banques... ASSEZ DE GACHIS!

Demandons entre autres:

- la baisse des tarifs des services publics, en particulier de GDF et EDF.
- une baisse du taux normal de TVA et sa suppression pour les produits de première nécessité
- un plan de construction de 900.000 logements véritablement sociaux en 5 ans, plutôt que de renflouer les promoteurs et de livrer l'argent des livrets A aux banques.
- un plan d'urgence pour l'hôpital public (embauches, formations, équipement...).
- une revalorisation du SMIC à 1500 euros net, de l'ensemble des salaires et retraites de 10% (inflation et gains de productivité captés par les profits).
- paiement à 100% du salaire lors des périodes de chômage partiel financé sur les dividendes aux actionnaires.

Gagner de premières mesures

structurelles contre la « loi » du capitalisme. Battons-nous pour:

- gagner un droit de veto suspensif sur les plans de suppressions d'emplois
- la constitution d'un pôle public financier dirigeant l'épargne populaire et le crédit vers le développement économique, autour de la « Banque » postale, réintégré à l'établissement public de La Poste, de la Caisse des dépôts et impliquant la renationalisation des principales banques.
- la défense et la reconquête des monopoles publics pour les activités d'intérêt général relevant des services publics (énergie, transports, eau, courrier et télécommunications...), rejet des directives européennes et renationalisations intégrales des opérateurs historiques.
- un plan de défense de l'industrie, sanctionnant les délocalisations, impliquant des relocalisations correspondant à la réponse aux besoins nationaux, mobilisant les salariés, les populations des bassins d'emplois pour imposer des choix d'intérêt public aux industriels dont des (re)nationalisations.

Adhérez au PCF! Face à l'idéologie dominante, pour réfléchir et agir dans les quartiers, les entreprises, rejoignez les communistes ! Faites le choix de la lutte!

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

RENOYER A PCF 15, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, Tél: 01 48 28 60 05; pcf15@wanadoo.fr

<http://pcf-paris15.over-blog.com/>